



Arrêt

n° 55 519 du 3 février 2011
dans l'affaire x / V

En cause : x

Ayant élu domicile : x

contre:

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA Ve CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 2 décembre 2010 par x, qui déclare être de nationalité rwandaise, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 3 novembre 2010.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observation.

Vu l'ordonnance du 7 janvier 2011 convoquant les parties à l'audience du 2 février 2011.

Entendu, en son rapport, B. LOUIS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me NERAUDAU loco Me J.Y. CARLIER, avocats, et I. MINICUCCI, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

«A. Faits invoqués

Vous êtes arrivé en Belgique le 30 août 2005 et avez introduit une première demande d'asile le même jour. A l'appui de celle-ci, vous invoquez les faits suivants :

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité rwandaise et d'origine ethnique mixte (père Hutu et mère Tutsi). Deux semaines après votre retour d'exil du Zaïre, vous êtes allé voir la maison familiale de Gatenga mais celle-ci était occupée par un militaire qui vous a demandé pourquoi vous aviez tardé à rentrer et vous a accusé d'être un Interahamwe. Vous avez été frappé puis emprisonné à la brigade de

Gikondo où vous avez été battu chaque jour. Deux semaines plus tard, vous avez été libéré grâce à l'intervention de votre cousin [H.]. En 1999, vous avez rencontré la soeur, [A. U.], d'un ancien camarade de classe et l'avez mise enceinte. En août 1999, celle-ci a débarqué chez vous avec toutes ses affaires. La même nuit, six militaires et le frère aîné d' [A.], [G.], sont venus à votre domicile, vous ont frappé en vous disant qu'un Hutu n'a pas le droit de mettre une Tutsi enceinte. Vous avez ensuite été emmené au camp militaire de Kanombe. Une semaine plus tard, vous avez été libéré grâce à l'intervention de votre cousin. En 2000, vous avez récupéré la maison de vos parents grâce aux démarches effectuées par [H.]. Mi-avril 2005, vous avez participé à une réunion de gacaca au bureau de la cellule de Karambo rassemblant la population de tout le secteur de Gatenga. Deux détenus ont été amenés lors de cette réunion. Des personnes venues de l'extérieur ont commencé à les accuser d'être des Interahamwe. Ensuite, la conseillère, [K. P.], et le président de la gacaca, [N. A.], vous ont demandé d'accuser ces personnes. Vous leur avez répondu que vous ne les connaissiez pas. Début juin 2005, la chef de zone, [C. U.], vous a amené une convocation émanant de la conseillère vous demandant de vous présenter chez elle le même jour à 14h00. Lorsque vous vous êtes présenté comme demandé, la conseillère vous a demandé la raison de votre refus en avril et vous a dit que vous alliez devoir accuser deux commerçants que vous connaissiez, [R.] et [G.]. Elle vous a expliqué que ces deux personnes ont tué des gens, que vous devez le savoir et que vous devez dire ce qu'ils ont fait. Elle vous a menacé de vous enfermer si vous ne disiez pas la vérité. Lorsque vous lui avez répondu que vous ne saviez rien, la conseillère vous a dit de rentrer chez vous mais que cette histoire n'était pas terminée. Deux jours plus tard, deux voisines, [J.] et [C. N.], sont venues à votre domicile et vous ont dit que vous refusez de charger les génocidaires car vous êtes un Interahamwe comme eux. Suite à cela, vous vous êtes dit qu'un complot était dirigé contre vous et avez décidé de déménager. Vous avez vendu votre maison le 20 juillet 2005. Le même jour, vous vous êtes rendu chez la conseillère afin de lui verser les 6% du prix de la vente comme cela est exigé par la loi mais celle-ci vous a reproché d'avoir vendu votre maison sans autorisation et d'avoir fait cela pour pouvoir vous échapper. La conseillère vous a pris votre carte d'identité, votre permis de conduire, le contrat de vente et l'argent puis elle a appelé un local defense qui vous a enfermé dans le cachot du secteur. Une semaine plus tard, vous avez été transféré à la brigade de Gikondo puis à la DMI de Gikondo le 1er août 2005. Le 8 août 2005, un militaire vous a aidé à vous évader suite à l'intervention de votre cousin. Vous vous êtes immédiatement rendu à votre domicile pour prendre de l'argent puis vous vous êtes enfui à Kampala. Arrivé là, vous vous êtes rendu chez un ami, [C.], à Mundeba qui vous a aidé à préparer votre voyage et à vous trouver un passeur, [G.]. Vous avez pris l'avion pour la Belgique avec ce dernier le 29 août 2005 et êtes entré sur le territoire belge le 30 août 2005.

Vous avez été entendu une première fois par le CGRA le 6 décembre 2006. Le 18 janvier 2007, celui-ci a pris une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire.

Vous avez introduit un recours contre cette décision et le 19 novembre 2007 auprès du Conseil du contentieux des étrangers (CCE), lequel a confirmé la décision du CGRA.

Après avoir reçu une lettre de votre cousin et une lettre de votre soeur vous conseillant de ne pas retourner au Rwanda, vous introduisez une deuxième demande d'asile le 23 mars 2009.

B. Motivation

Après avoir analysé votre dossier, le CGRA n'est pas convaincu que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens défini par la Convention de Genève de 1951 ou en raison d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

En effet, les nouveaux éléments que vous avez présentés devant lui à l'appui de votre deuxième demande d'asile ne le convainquent pas que la décision eût été différente s'ils avaient été portés en temps utile à sa connaissance.

D'emblée, le CGRA rappelle que lorsqu'un demandeur introduit une nouvelle demande d'asile sur la base des mêmes faits que ceux qu'il a invoqués lors d'une précédente demande, laquelle a déjà fait l'objet d'une décision de refus, confirmée par le CCE en raison de l'absence de crédibilité du récit, le respect dû à l'autorité de la chose jugée n'autorise pas à remettre en cause l'appréciation des faits à laquelle a procédé le CCE dans le cadre de cette demande antérieure, sous réserve de l'invocation d'un nouvel élément établissant que cette évaluation eût été différente, s'il avait été porté en temps utile à la connaissance du CGRA ou du CCE.

En l'occurrence, dans son arrêt n°3749 du 19 novembre 2007, le CCE a rejeté le recours relatif à votre première demande d'asile, en estimant que les faits que vous avez invoqués n'étaient pas crédibles.

En conséquence, la question qui se pose en l'espèce est de savoir si les nouveaux documents et les nouveaux éléments que vous avez déposés permettent de restituer à votre récit la crédibilité que le CGRA et le CCE ont estimé vous faire défaut dans le cadre de votre première demande d'asile.

A cet égard, le CGRA estime que les deux documents présentés à l'appui de votre deuxième demande d'asile ne permettent pas de rétablir votre crédibilité.

Ainsi, le CGRA constate que vous déposez une **lettre de votre soeur**, Madame [J. U.] et une **lettre de votre cousin**, Monsieur [H. R. M.]. Cependant, même si elles relatent les faits tels que vous nous les avez décrits, notons qu'il s'agit de témoignages de personnes proches de vous qui n'offrent dès lors aucune garantie de fiabilité au CGRA. En tout état de cause, elles ne sauraient pallier l'absence de crédibilité qui caractérise le récit que vous avez produit. Par ailleurs, ces deux documents ne sont accompagnés d'aucune preuve de l'identité de leur auteur. Rien ne prouve donc que les rédacteurs de ces lettres sont bien les personnes que vous avez déclarées.

Par ailleurs, concernant vos propos au sujet des **persécutions que subissent vos proches au Rwanda**, force est de constater qu'ils manquent totalement de consistance. Ainsi, vous ne cessez de répéter que votre soeur et la femme de votre cousin ont des problèmes au Rwanda. Invité à préciser ceux-ci, vous vous contentez de répondre que la femme de votre cousin est interrogée par les services de sécurité sur votre disparition et celle de son mari. Vous ne pouvez, cependant, pas préciser la fréquence des interrogatoires ni l'identité des agents de sécurité qui lui rendent visite (cfr rapport d'audition, p. 4).

Par ailleurs concernant votre soeur, le CGRA constate que les derniers ennuis qu'elle a eus avec les autorités rwandaises datent de 2006 et que, en 2007, elle a fui à Kicukiro et que, depuis lors, les autorités ne savent pas où elle se trouve (cfr rapport d'audition, p. 7). Les problèmes de votre soeur n'étant pas actuels, ils ne prouvent, dès lors, pas que vous risquiez encore quelque chose aujourd'hui au Rwanda.

Vous expliquez également que votre cousin a dû fuir le Rwanda car il risquait la prison pour vous avoir aidé à quitter le pays ainsi qu'en raison du fait qu'il a continué à suivre votre dossier par la suite (cfr rapport d'audition, p. 3 et 4). Cependant, vous déclarez qu'il est parti en 2007, soit près de deux ans après votre fuite, qu'il n'a jamais été arrêté durant tout ce laps de temps et que ses problèmes se sont limités à des questions posées par des agents de sécurité à votre sujet (cfr rapport d'audition, p. 4). Le CGRA estime dès lors peu probable que l'intention des autorités rwandaises ait été de l'emprisonner et donc que votre cousin ait quitté le Rwanda pour cette raison.

Au vu de ces différents éléments, le CGRA ne croit pas en la réalité de vos propos lorsque vous déclarez que la seule famille qui vous reste au Rwanda est encore persécutée par votre faute.

Pour finir, invité à expliquer **pourquoi vous n'introduisez votre deuxième demande d'asile qu'en mars 2009**, alors que les lettres que vous versez au dossier datent de 2008, vous répondez que votre contrat de travail s'est terminé en février 2009 ce qui vous a poussé à introduire une deuxième demande d'asile car vous n'aviez pas d'autres sources de revenus (cfr rapport d'audition, p. 5). Cette explication convainc le CGRA que vous n'avez aucune crainte en cas de retour au Rwanda. Si vous craigniez effectivement pour votre liberté voire pour votre vie, vous n'auriez pas attendu mars 2009, et donc la fin de votre contrat de travail, pour introduire votre deuxième demande d'asile.

Quant au **rapport d'Amnesty International** déposé par votre avocat, celui-ci est relatif à la situation générale au Rwanda mais ne fait nullement mention des faits que vous alléguiez. Il ne peut par ailleurs rétablir le manque de crédibilité de vos déclarations.

Au vu de tous ces éléments, le CGRA conclut qu'il n'est pas possible d'établir l'existence, en votre chef, d'une crainte de persécution au sens prévu par la Convention de Genève ou l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête

2.1 La partie requérante confirme pour l'essentiel l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.

2.2 La partie requérante invoque la violation de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, modifiée par son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, relatifs au statut des réfugiés (ci-après dénommés la Convention de Genève) ainsi que des articles 48/3 à 48/5 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la loi du 15 décembre 1980).

2.3 La partie requérante conteste en substance la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce. Elle estime que la partie défenderesse n'a pas procédé à un examen complet de la nouvelle demande d'asile du requérant, en se fondant sur une interprétation « restrictive » du nouvel examen des éléments nouveaux déposés, « avec une présomption négative presque insurmontable », alors qu'un « examen complet » de la nouvelle demande d'asile est requis des autorités en charge des demandes de protection internationale (page 6 de la requête) ; à cet égard, elle cite l'article 32, §§ 3 et 4 de la directive 2005/85/CE du Conseil de l'Union européenne du 1^{er} décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres (ci-après dénommée la directive 2005/85/CE du 1^{er} décembre 2005). Elle sollicite encore l'octroi du bénéfice du doute, évoqué au paragraphe 196 du *Guide des procédures et critères* du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (ci-après dénommé HCR – *Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés*, Genève, 1979, réédition, 1992, ci-après dénommé *Guide des procédures et critères*).

2.4 Elle demande au Conseil de lui reconnaître la qualité de réfugié ou à défaut de lui octroyer le statut de protection subsidiaire.

3. La production de nouveaux documents

3.1 La partie requérante annexe à sa requête les copies des deux lettres de son cousin et de sa sœur, accompagnées des copies des enveloppes les contenant, documents déposés à l'appui de sa deuxième demande d'asile.

3.2 Le Conseil constate que les documents annexés à la requête figurent déjà au dossier administratif ; ils ne constituent donc ni des éléments nouveaux au sens de l'article 39/76, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, ni des moyens de défense à l'appui de la requête. Ils sont examinés en tant que pièces du dossier administratif.

4 L'examen de la demande au regard de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

4.1 L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en son paragraphe premier est libellé comme suit : « Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 ». Ledit article 1^{er} de la Convention précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne « qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ».

4.2 La décision entreprise considère que, dans le cadre d'une nouvelle demande d'asile, introduite sur la base des mêmes faits que ceux déjà invoqués lors d'une précédente demande, déjà jugée non fondée pour défaut de crédibilité, « le respect dû à l'autorité de la chose jugée n'autorise pas à remettre en

cause l'appréciation des faits à laquelle a procédé le [Conseil du Contentieux des étrangers] dans le cadre de cette demande antérieure, sous réserve de l'invocation d'un nouvel élément établissant que cette évaluation eût été différente, s'il avait été porté en temps utile à la connaissance » des autorités en charge des demandes de protection internationale. En l'espèce, la décision entreprise juge que les nouveaux éléments déposés ne permettent pas de rétablir la crédibilité du récit d'asile.

- 4.3 Le Conseil juge, à la suite de la décision attaquée, que le respect dû à l'autorité de la chose jugée n'autorise pas à remettre en cause les points déjà tranchés par une juridiction dans le cadre d'une précédente demande d'asile, sous réserve d'un élément de preuve démontrant que la décision eût été différente sur ces points, si cet élément avait été porté en temps utile à la connaissance du juge qui a pris la décision définitive. Tel n'est pas le cas en l'espèce, pour les motifs exposés dans la décision attaquée, relatifs aux documents déposés dans le cadre de la deuxième demande de protection internationale de la partie requérante. Le Conseil estime cependant ne pas pouvoir se rallier au motif relatif à l'absence de preuve de l'identité des auteurs des deux lettres déposées. Toutefois, les autres motifs pertinents suffisent amplement à justifier le refus de la présente demande d'asile. En l'espèce, la décision attaquée développe clairement les motifs qui l'amènent à rejeter la présente demande de protection internationale, sur la base de l'autorité de la chose jugée et du caractère inopérant des nouveaux éléments présentés par la partie requérante, lesquels ne permettent pas de restituer à son récit la crédibilité que le Conseil a déjà jugé lui faire défaut dans son arrêt n° 3 749 du 19 novembre 2007.
- 4.4 Le Conseil rappelle qu'en matière d'asile, la preuve est libre et peut dès lors s'établir par toute voie de droit. Il revient cependant à l'autorité compétente et à la juridiction de fond d'apprécier, dans chaque cas, le caractère probant des éléments de preuve qui sont produits. En l'occurrence, le Conseil constate que la décision entreprise estime que la fiabilité des lettres n'est pas suffisante et ne peut pas être vérifiée et que le rapport 2009 d'*Amnesty International* concerne la situation générale au Rwanda et ne peut pas rétablir le manque de crédibilité des déclarations du requérant. Le Conseil fait sienne l'argumentation pertinente de la décision litigieuse quant à la valeur qui peut être accordée aux documents dont la partie requérante a fait état dans le cadre de sa deuxième demande d'asile. Au titre de sa compétence de plein contentieux, il considère que le contenu des deux lettres de la sœur du requérant et de son cousin, ne permet nullement de tenir pour établie la crainte de persécution alléguée ; en effet, les termes mêmes de ces deux lettres demeurent fort peu circonstanciés, évoquant des recherches par les services de sécurité ou la police, sans autre précision. Ils ne permettent nullement de rétablir la crédibilité jugée défaillante du récit fourni.
- 4.5 Le Conseil considère que la partie requérante n'avance, dans sa requête, aucun argument convaincant qui permette d'énervier la décision entreprise. En effet, elle se contente tantôt de réaffirmer les faits tels qu'allégués par le requérant, tantôt d'avancer des explications factuelles ou contextuelles qui en l'occurrence, ne convainquent nullement le Conseil. Concernant le reproche de la partie requérante, selon lequel la partie défenderesse n'aurait pas respecté le prescrit de l'article 32, §§ 3 et 4 de la directive 2005/85/CE du 1^{er} décembre 2005, qui impose un examen complet de la nouvelle demande d'asile du requérant et procéderait à une interprétation « *restrictive* » du nouvel examen des éléments nouveaux déposés, « *avec une présomption négative presque insurmontable* », le Conseil juge le reproche non fondé, la partie défenderesse ayant bien procédé à un examen complet de la nouvelle demande d'asile, sur la base des nouveaux éléments qui lui ont été présentés et, sur recours, le Conseil a procédé à un examen de la décision entreprise au titre de sa compétence de plein contentieux.
- 4.6 Au vu des constatations susmentionnées, le rappel par la requête de l'importance des persécutions passées dans l'analyse d'une demande de protection internationale, ne peut pas modifier le sort de la présente demande, le récit d'asile ayant été largement jugé non crédible et les nouveaux éléments non probants.
- 4.7 À propos de l'invocation du principe du bénéfice du doute, le Conseil rappelle que le HCR recommande d'accorder le bénéfice du doute à un demandeur si son récit paraît crédible et précise que le « *bénéfice du doute ne doit être donné que lorsque tous les éléments de preuve disponibles ont été réunis et vérifiés et lorsque l'examineur est convaincu de manière générale de la crédibilité du demandeur* » (HCR, *Guide des procédures et critères*, §§ 196 et 204). En l'espèce, ces conditions ne sont manifestement pas remplies, comme il ressort des développements qui précèdent ; il n'y a dès lors pas lieu d'octroyer au requérant le bénéfice du doute qu'il revendique.

- 4.8 En conclusion, le Conseil considère que la partie requérante n'avance pas d'argument convaincant qui permette de soutenir sa critique, selon laquelle la partie défenderesse a violé les articles visés par la requête, ou n'a pas suffisamment et valablement motivé sa décision ; il considère au contraire que le Commissaire général a exposé à suffisance les raisons pour lesquelles il parvient à la conclusion que la partie requérante n'a établi ni la réalité des faits invoqués, ni le bien-fondé de la crainte alléguée.
- 4.9 Par conséquent, le requérant n'établit pas qu'il a quitté son pays et en demeure éloigné par crainte de persécution au sens de l'article 1^{ier}, section A, paragraphe 2, de la Convention de Genève.

5 L'examen de la demande au regard de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

- 5.1 Conformément à l'article 49/3 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil examine également la demande sous l'angle de l'octroi éventuel d'une protection subsidiaire, telle qu'elle est définie à l'article 48/4 de ladite loi. Le « *statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4* ». Selon le paragraphe 2 précité, sont considérés comme atteintes graves, la peine de mort ou l'exécution, la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine et les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.
- 5.2 À l'appui de sa demande de protection subsidiaire, la partie requérante n'invoque pas d'autre motif que ceux qui sont à la base de sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugié. Elle ne fait pas valoir d'autres moyens que ceux déjà invoqués pour contester la décision, en ce que celle-ci lui refuse la qualité de réfugié ; elle se borne à faire valoir le caractère sommaire de l'examen de la protection subsidiaire par la partie défenderesse, sans étayer sérieusement elle-même les raisons qui devraient conduire à l'octroi de ladite protection subsidiaire, alors que le récit fourni est jugé non crédible.
- 5.3 Dans la mesure où le Conseil estime que les faits invoqués par la partie requérante pour se voir reconnaître la qualité de réfugié manquent de toute crédibilité, elle n'aperçoit en l'espèce aucun élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine, la partie requérante encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a) et b), de la loi du 15 décembre 1980.
- 5.4 En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit dans les déclarations et écrits de la partie requérante aucune indication de l'existence de sérieux motifs de croire qu'elle serait exposée, en cas de retour dans son pays, à un risque réel d'y subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, c), de la loi précitée.
- 5.5 En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder à la partie requérante la protection subsidiaire prévue par la disposition légale précitée.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trois février deux mille onze par :

M. B. LOUIS,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
Mme M. PILAETE,	greffier assumé.

Le greffier,	Le président,
--------------	---------------

M. PILAETE

B. LOUIS